

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MAI 1923.

Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919
instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Dans une pensée de justice, de respect de la liberté de conscience, nous avons l'honneur de vous proposer la revision de la loi du 5 septembre 1919, instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Tous les enfants, quelles que soient les opinions politiques, philosophiques ou religieuses de leurs parents, ont également droit à la vie, et les Pouvoirs publics leur doivent une égale sollicitude.

Nous devons reconnaître qu'avant la guerre, notre pays s'était peu préoccupé de la Protection de l'Enfance. La mortalité infantile était effrayante et en moyenne 15 % des enfants mouraient avant d'avoir un an. Certaines années, cette moyenne atteignait 20 et même 22 % pour les deux Flandres.

On ne saura jamais combien de ces petits êtres ont été les victimes innocentes de l'inexpérience des mères; combien ont été empoisonnés par l'ingestion de décoctions de pavot que leur donnaient leur nourricier. Des médecins éminents ont démontré que nombre d'adultes traînent une existence lamentable qu'ils sont redevables à l'ignorance de ceux qui n'ont pas pu leur donner, lorsqu'ils étaient enfants, les soins qu'ils auraient dû avoir.

Certes, les médecins, des philanthropes ont dénoncé le péril. Ils ont fait des efforts surhumains pour remédier à la situation et nous ne saurons jamais leur témoigner assez de reconnaissance, car ils ont sauvé de la mort bien de précieuses existences.

Mais, il a fallu la guerre pour se rendre compte qu'il était possible de diminuer dans des proportions insoupçonnées la mortalité infantile et c'est pendant cette période qu'on a pu apprécier les services qu'étaient susceptibles de rendre, lorsqu'elles sont organisées sur une vaste échelle et de manière méthodique, les œuvres de consultation de nourrissons, de cantines maternelles, de repas scolaire, de cantines pour enfants débiles et de colonies au grand air. La mortalité infan-

tile, qui, en raison de la précarité des ressources et des difficultés d'alimentation, aurait normalement dû augmenter, était tombée au taux extraordinairement réduit de 3 % pour certaines régions du pays, surtout là où les Œuvres de l'Enfance étaient le mieux organisées. Nulle constatation ne pouvait mieux en démontrer l'efficacité.

La loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance a reconnu le caractère d'utilité publique des institutions qui, pendant la période de guerre, avaient rendu d'aussi incontestables services, puisque, sous réserve d'agrément, elle leur assurait les concours financiers indispensables à leur fonctionnement régulier.

Malheureusement, cette loi ne vise que les œuvres d'initiative privée. Elle n'impose aux pouvoirs publics en matière de Protection de l'Enfance, aucune obligation autre que celle de participer dans les dépenses des œuvres agréées. Il en résulte forcément que celles-ci n'ont pas pris le développement espéré. Dans la grande majorité des communes, l'initiative privée ne se révèle pas et là où elle voudrait se manifester, elle reste généralement impuissante, car il lui est impossible de réunir seule les fonds nécessaires au premier établissement. A de rares exceptions près et sauf celles qui, malgré leur bonne volonté, sont, faute de locaux, dans l'impossibilité d'aider à l'établissement d'œuvres, les administrations communales se retranchent précisément derrière les dispositions légales qui n'ont pas prévu leur intervention active, pour ne rien faire. Il résulte de cette situation que pour les 2,641 communes du pays, nous ne comptons au 1^{er} janvier 1923 que :

876 consultations de nourrissons et gouttes de lait;

388 cantines maternelles;

44 cantines pour enfants débiles;

61 œuvres de repas scolaires.

Cette constatation seule suffirait à justifier la révision de la loi du 5 septembre 1919.

Un autre point qui mérite un sérieux examen, c'est la manière dont l'article 21 de la loi est interprété ou appliqué. Cette disposition stipule que « les autorités protectrices de l'Enfance, instituées en vertu de la présente loi, sont, dans l'exercice des attributions que la dite loi leur confère, tenues de respecter les convictions religieuses et philosophiques des familles auxquelles les enfants appartiennent ».

Dans l'état actuel des choses, ce respect des convictions religieuses et philosophiques des familles n'est qu'illusoire et tant au Sénat qu'à la Chambre, de nombreux abus ont été signalés.

Si l'on examine la situation de près, on reconnaîtra sans peine qu'il ne peut en être autrement. En effet :

Les consultations de nourrissons sont, pour les huit dixièmes, établies dans des locaux dont le caractère religieux ou politique est patent, indiscutable; les neuf dixièmes des membres des Comités dirigeant les œuvres agréées se com-

posent de personnes s'occupant notoirement de politique, et les pouvoirs publics qui, par le concours financier qu'ils doivent leur donner, assurent le fonctionnement des œuvres, ne disposent d'aucun moyen de contrôle.

D'autre part, les diverses institutions agréées n'ont aucune stabilité, puisque leur existence dépend de l'inscription d'un crédit. La preuve en est que la suppression d'un simple trait de plume, de l'allocation qui figurait au Budget pour les repas scolaires et les cantines pour enfants débiles, met automatiquement toutes ces œuvres dans l'impossibilité de subsister.

Que demain, sous le même prétexte d'économies à réaliser, on diminue les subsides pour les consultations de nourrissons et les gouttes de lait, immédiatement leur nombre diminuera, mais avec la même rapidité on verra augmenter le taux de la mortalité infantile.

Peut-on concevoir qu'on nous dise que le maintien du repas scolaire et des cantines pour enfants débiles ne se justifie plus alors que le 15 décembre 1922 la Ligue Nationale Belge contre la Tuberculose nous signalait que sur les 26,500 malades fréquentant les dispensaires il y avait 12,900 enfants de moins de 16 ans.

Tous les sacrifices financiers que nous nous imposons en faveur de l'enfance viendront, si nous avons le courage de les subir pendant quelques années, réduire les lourdes charges des Administrations charitables et celles qui résultent de l'entretien des hôpitaux et sanatoria.

Mieux vaut prévenir que guérir.

Au lieu de les détruire, favorisons au contraire leur développement et assurons la stabilité des Œuvres de l'Enfance.

En ce qui concerne les enfants de moins de 7 ans placés en garde ou en nourrice, la loi n'offre aucune garantie. M. Wets, juge des enfants, a, dans un remarquable rapport, montré combien les dispositions légales sont insuffisantes. En sa séance du 4 novembre 1922, le Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance a décidé de faire, à ce sujet, de nouvelles instances auprès de M. le Ministre de l'Intérieur en vue de voir introduire dans la loi, les sanctions nécessaires pour son application.

Cette seule question justifierait la revision de la loi du 5 septembre 1919 et nous avons la conviction absolue que la Chambre comprendra la nécessité d'y apporter les modifications que, sans autre souci que celui d'assurer aux enfants une protection réellement efficace, nous avons l'honneur de lui proposer.

G. MELCKMANS.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MEI 1923.

**Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 5 September 1919 tot instelling
van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.**

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Eene gevoel van rechtvaardigheid en van eerbied voor de gewetensvrijheid heeft er ons toe aangezet u der herziening voor te stellen van de wet van 5 September 1919 waarbij het Nationaal Werk tot Kinderbescherming wordt opgericht. Al de kinderen, welke ook de politieke, wijsgeerige of godsdienstige meeningen hunner ouders wezen, hebben recht op het leven, en de Openbare Machten moeten hen op eendere wijze beschermen.

Wij moeten erkennen dat ons land zich vóór den oorlog weinig had ingelaten met de kinderbescherming. De kindersterfte was onrustbarend, en gemiddeld 15 t. h. van de kinderen stierven vóór zij een jaar oud waren. Sommige jaren bereikte dit gemiddeld cijfer 13 tot 22 t. h. voor beide Vlaanderen.

Het zal nooit geweten zijn hoevelen dier kindertjes de onschuldige slachtoffers waren van het gebrek aan ervaring bij de moeders; hoevelen vergiftigd werden door het ingeven van afkooksels van slaapbollen die hunne voedsters hun gaven. Bekwame geneesheeren hebben bewezen dat tal van volwassenen een ellendig bestaan leiden, gevolg van de onwetendheid van hen die hun, in de kinderjaren, de noodige zorgen niet wisten toe te dienen.

Voorzeker, dokters en filantropen hebben op het gevaar gewezen. Zij hebben onmenselijke pogingen aangewend om den toestand te verhelpen, en wij zullen hun nooit genoeg dankbaar kunnen zijn voor de vele kinderen die zij van den dood hebben gered.

De oorlog was echter noodig om te doen inzien dat het mogelijk was de kindersterfte in nooit verwachte mate te doen afnemen. Gedurende dit tijdperk heeft men kunnen waardeeren welke diensten de op ruime schaal en methodisch ingerichte werken hebben kunnen bewijzen, namelijk : de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen, de moederkeukens, de schoolmalen, de keukens voor zwakke

kinderen en de opēnluchtkolonies. De kindersterfte welke, wegens de schaarschte aan hulpmiddelen, en de bezwaarlijke voedselvoorziening, eigenlijk had moeten aangroeien, verminderde tot het buitengewoon laag cijfer van 5 t. h. voor sommige gewesten van het land, vooral daar waar de werken het degelijkst waren ingericht.

Daar is niets dat beter de doelmatigheid er van kan in 't licht stellen.

De wet van 5 September 1919, waarbij het Nationaal Werk voor Kinderbescherming werd opgericht, erkende het karakter van openbaar nut dier instellingen, die tijdens den oorlog zoo onschatbare diensten bewezen, vermits die wet, onder voorbehoud van toelating, aan die werken de onmisbare financieele hulp verzekerde welke hun geregelde werking vereischte.

Jammer echter, dat deze wet enkel de werken van privaat initiatief bedoelt. Aan de openbare machten legt zij inzake kinderbescherming geen andere verplichting op dan dat zij moeten bijdragen in de uitgaven van de toegelaten werken. Noodzakelijkerwijs moet daaruit voortspruiten dat deze niet de verhoopde uitbreiding konden nemen. In het grootste deel van de gemeenten komt het privaat initiatief niet tot uiting, en waar het zich wel zou willen doen blijken, blijft het over het algemeen onmachtig, daar het alleen niet de noodige sommen kan bijeenbrengen voor eerste inrichting. Op enkele uitzonderingen na, en behalve deze welke ondanks hun goeden wil, bij gebrek aan de noodige plaatsen in de onmogelijkheid verkeerden tot de oprichting der werken te helpen, beroepen de gemeentebesturen zich juist op de wetsbepalingen, die hunne daadwerkelijke tussenkomst niet hebben voorzien, om onledig te blijven. Daaruit volgt dat, voor de 2,641 gemeenten van het land, er, op 1 Januari 1923, slechts waren :

877 consultatieinrichtingen en melkbedeeling voor zuigelingen ;

588 moederkeukens ;

44 keukens voor zwakke kinderen ;

61 inrichtingen voor schoolmalen.

Deze vaststelling alleen zou voldoende zijn om de herziening der wet van 5 September 1919 te wettigen.

Een ander punt, dat een ernstig onderzoek vergt, is de wijze waarop artikel 21 van de wet wordt verklaard en toegepast. Dit artikel zegt : « De overheden tot kinderbescherming, krachtens deze wet ingesteld, moeten, bij het vervullen van de taak die haar door gezegde wet is opgedragen, de godsdienstige en wijsgeerige overtuiging eerbiedigen van de familie, waartoe de kinderen behooren. »

Zooals het thans gaat, bestaat die eerbiediging van de godsdienstige en wijsgeerige meening der gezinnen enkel in theorie, en in den Senaat als in de Kamer werden vele misbruiken aangehaald.

Onderzoekt men den toestand van dichtbij, dan zal men zonder moeite inzien dat het niet anders kan. Inderdaad :

De consultatieinrichtingen voor zuigelingen zijn, voor de acht-tiende, ingericht in lokalen waarvan de godsdienstige of politieke aard onbetwistbaar, klaar-

blijkend is; de negen-tiende der bestuurleden die aan het hoofd der toegelaten Werken staan, zijn personen die zich openlijk met politiek bezig houden en de Openbare Machten, die door den geldelijke steun de werking dezer inrichtingen verzekeren, beschikken over geen enkel middel van contrôle.

Anderdeels, hebben de onderscheidene toegelaten instellingen hoegenaamd geen vasten grond, vermits hun bestaan afhankelijk is van de toekenning van een crediet. Het bewijs er van is dat, wordt met een enkelen pennetrek de tegemoetkoming op de begrooting weggeschraapt voor de schoolkeukens en de keukens voor zwakke kinderen, al deze werken van zelf in de onmogelijkheid verkeerden om voort te bestaan.

Wil men morgen, onder hetzelfde voorwendsel van bezuiniging, de toelagen verminderen voor de consultatieinrichtingen voor zuigelingen en de melkbe-deeling, dan vermindert onmiddellijk het getal inrichtingen, doch met dezelfde snelheid zal men ook de kindersterfte zien stijgen.

Is het verstaanbaar dat men ons zegge, dat het voortbestaan van de schoolmalen en de keukens voor zwakke kinderen niet meer te rechtvaardigen is, terwijl nochtans op 15 December 1922 de Nationale Bond tegen Tuberculose er op wees, dat onder de 26,500 zieken die de dispensaria bezoeken er 12,900 kinderen zijn beneden 16 jaar.

Indien wij den moed hebben ons nog gedurende enkele jaren de geldelijke offers ten bate der kinderen te getroosten, zullen, later, de zware lasten der liefdadige instellingen en die der gasthuizen en sanatoria verminderen.

Beter is het te voorkomen dan te genezen.

Laten wij, in plaats van de Werken voor Kinderwelzijn te doen verdwijnen, hunne uitbreiding begunstigen en hunne vastheid verzekeren.

Voor de kinderen beneden 7 jaar, die als voedsterling of ter bewaring zijn uitbesteed, voorziet de wet geen enkelen waarborg. De heer Wets, kinderrechter, heeft, in een merkwaardig verslag, aangetoond in hoeverre de wetsbepalingen onvoldoende zijn. De Hooge Raad der Werken voor Kinderwelzijn heeft, in zijne vergadering van 4 November 1922, beslist nogmaals bij den Minister van Binnenlandsche Zaken aan te dringen om in de wet de vereischte bekrachtigingen voor hare toepassing te doen lasschen.

Dit vraagstuk alleen zou reeds de herziening der wet van 5 September 1919 billijken, en wij hebben de volstrekte overtuiging dat de Kamer de noodzakelijkheid zal inzien daarin de wijzigingen te brengen, welke wij de eer hebben haar voor te stellen, met de eenige bekommring aan de kinderen eene doelmatige bescherming te verstrekken.

G. MELCKMANS.
